

RENOUVIN (Pierre), 11 novembre 1918. *L'Armistice de Rethondes*. Paris, Gallimard, 1968; un vol. in-8°, 486 pp. (Trente journées qui ont fait la France.) Prix : 30 F. fr.

Dans une collection qui s'adresse à un large public, mais qui compte des œuvres de qualités, l'éditeur mêlant avec habileté maîtres de Sorbonne et historiens académiques voire hommes politiques, l'ouvrage de Pierre Renouvin, publié à l'occasion du Cinquantenaire de l'Armistice, est un modèle d'histoire des relations internationales.

L'historien de *La Crise européenne et la première guerre mondiale*, le premier conservateur à la Bibliothèque-Musée de la Guerre, celui qui avait, au début de sa brillante carrière universitaire, publié en 1925 une étude retentissante sur *Les origines immédiates de la guerre (28 juin - 4 août 1914)*, a consacré une partie de sa retraite studieuse à une synthèse solide des derniers mois de ce conflit.

L'ouvrage est divisé en quatre livres : la demande allemande d'armistice, l'arbitrage wilsonien, la conclusion de l'armistice, l'efficacité de l'armistice. Il est suivi de huit annexes que le lecteur français sera fort aise de trouver rassemblées en sa langue, qu'il s'agisse du « programme de paix » du président Wilson (ses messages au Congrès des 8 janvier et 11 février 1918, son discours du 4 juillet 1918 sur la tombe de Washington et celui qu'il prononça le 27 septembre 1918 pour l'ouverture de la campagne de 4^e emprunt de la Liberté), de documents allemands (notamment la traduction d'un rapport du général Groener du 17 juin 1919) ou du texte de la Convention d'armistice. Vingt-quatre pages d'illustrations sont les bienvenues, les Belges y retrouveront la haute silhouette du Roi Chevalier et du jeune prince héritier. Une bibliographie critique de quatorze pages achève de faire de ce livre un ouvrage indispensable pour tout qui veut être informé du dernier état de la recherche historique sur une période capitale par un maître éprouvé et impartial.

Une documentation inédite a été mise en œuvre. L'auteur a eu accès aux archives historiques de l'armée où il a pu consulter les fonds *Grand quartier général 1914-1918*, *Etat-major de l'armée*, *Clémenceau*. Il a pris connaissance aussi des rapports des Commissions civiles de Contrôle postal (dans les archives du G.Q.G.) et de l'Analyse (quotidienne) de la presse parisienne dans le fonds *Presse*.

Dans les archives du Quai d'Orsay, il a pu consulter les dossiers *Demande d'armistice* et *Travaux préparatoires de la Conférence de la Paix* et la correspondance des ambassadeurs de France à Washington, Londres et Rome en octobre-novembre 1918. Enfin, il a vu, à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, les registres de consigne de la Censure parisienne, sans qu'il nous dise comment et pourquoi ces registres se trouvaient là. C'est donc une œuvre originale au sens plein du terme que nous devons au Doyen Renouvin.

Le 11 novembre 1918 mérite sûrement de figurer dans la collection « Trente journées qui ont fait la France » mais l'auteur a trop le sens des rapports des forces pour se limiter à la France. Ce qui frappe le plus dans ce livre c'est la place dominante des Etats-Unis et plus particulièrement du président Wilson; le meneur de jeu est bien l'ancien professeur de Princeton. C'est

ensuite le rôle de Ludendorff et la Révolution allemande qui retiennent le plus l'attention de l'auteur. L'étroitesse de vues, la restriction du champ d'explication, voilà certes des reproches que l'on ne pourra faire à l'historien français. Ainsi, nul chauvinisme dans cette brillante étude.

L'opinion publique y a une large place. L'évolution de l'opinion publique allemande d'août à novembre 1918 (p. 49 et sv., p. 65, p. 274 notamment), l'état de l'opinion américaine en octobre (pp. 115, 122, 128 etc.), celui de l'opinion anglaise (pp. 116, 131, 273, 285) sont caractérisés à travers des extraits de presse. Pour la France, l'auteur prudent (La presse donne-t-elle une juste image de l'opinion publique ? p. 118) utilise les sondages faits dans la correspondance par les commissions de contrôle postal, les rapports établis par les généraux commandant les régions militaires avec la collaboration des préfets. Il aboutit à une conclusion fort nuancée : au début d'octobre 1918, les partisans de la « paix à tout prix » ne forment qu'une petite et même une toute petite minorité, mais ceux qui veulent une capitulation sans conditions ne semblent pas être plus nombreux. « Le gros de l'opinion est partagé entre deux tendances : les uns veulent infliger à l'Allemagne un « châtiment », désirent que la guerre soit portée en territoire allemand et ne souhaitent donc pas un armistice immédiat; les autres se déclarent satisfaits si les conditions de l'armistice assurent la libération du territoire, y compris l'Alsace-Lorraine, et mettent l'armée allemande hors d'état de reprendre les hostilités. Cette seconde tendance paraît être largement majoritaire mais la première s'affirme nettement dans la région du Mans, de Rennes et de Nantes ». Pourquoi cette dominante vers l'Ouest ? P. Renouvin ne nous le dit pas. Sur les visées annexionnistes, une fois l'armistice conclu, l'auteur apporte des précisions grâce à l'étude de la censure (p. 272).

Sur la politique belge au cours de ces mois lourds d'événements, le lecteur ne trouvera pas de révélations, hormis un point que nous évoquons plus loin, mais il sort de cette lecture renforcé dans sa conviction de l'importance considérable de la question belge en 1918. Wilson, le 8 janvier, avait prévu la complète indépendance de la Belgique (p. 13); il faudra la défaite pour que l'adversaire s'incline car le haut commandement allemand voulait Liège, et la Marine la côte flamande, (p. 14) et le 2 juillet, avant la seconde bataille de la Marne, les chefs militaires obtiennent du chancelier Hertling la promesse du maintien de la Belgique dans la zone d'influence allemande après la guerre (p. 20). Après la défaite du 8 août, Ludendorff maintient ses exigences (p. 31). Mais après la conférence de Spa du 14 août qui a réuni Guillaume II, Hertling, le nouveau secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Hintze, Hindenburg et Ludendorff, le Secrétaire d'Etat est prêt à lâcher du lest du côté de la Belgique pour nouer une négociation avec Washington, le 21 août, il se heurte encore à Ludendorff mais le 25, celui-ci cède et Hintze entreprend deux sondages l'un vers la Belgique, l'autre vers les Etats-Unis. Disposant de documents que MM. J. Grünwald et A. Scherer publieront dans le tome III de leur recueil *L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la Première guerre mondiale*, volume en préparation, P. Renouvin éclaire la démarche du comte Törring, frère de la reine des Belges, auprès de notre ministre à Berne. L'Allemagne est prête à restaurer l'indépendance de la Belgique et à en respecter la souveraineté. La Belgique pourra retrouver son statut de neutralité. Mais le gouvernement

belge, en contrepartie, devrait intervenir auprès de ses alliés pour que l'Allemagne récupère ses colonies. L'Allemagne insiste surtout pour que le gouvernement belge donne à la question flamande, après la guerre, une solution « répondant au vœu des milieux intéressés et accorde une amnistie aux chefs du mouvement flamingant qui se sont compromis avec l'Allemagne. ». « Le gouvernement du roi Albert voit là une intrusion dans la politique intérieure de son Etat, il consulte pourtant, le 9 septembre, le gouvernement américain qui lui conseille d'écarter l'offre allemande » (p. 42). Sans donner de réponse directe, par un communiqué à la presse, il fait savoir que les propositions allemandes « ne peuvent servir de base à aucune discussion sérieuse ».

Après la décision de demande d'armistice prise le 29 septembre à Spa et transmise le 4 octobre, la question belge est réglée. P. Renouvin reprend aux Souvenirs de Poincaré (t. X, p. 412) les regrets d'Albert 1^{er}, le 9 novembre, « l'armistice lui arrache la victoire des mains », mais il dégage des *Carnets de guerre* d'Albert 1^{er} le souci du roi d'épargner au pays les ravages de la guerre (p. 257). Cependant, il n'existe pas de note personnelle du Roi pour la période et de la réflexion de l'éditeur des *Carnets*, le général R. Van Overstraeten, on peut conclure à l'exactitude du récit du président Poincaré. « Bien que cette fois en complète divergence de vue avec son conseiller militaire, il estime que l'armée belge ne peut se borner à des coups de main pendant l'assaut général qui va culbuter le front occidental. Il juge inadmissible que nos troupes ne participent pas de toutes leurs forces à la reconquête du territoire national » (septembre 1918) (p. 209).

Mais analyser ce livre du point de vue belge, c'est en donner une fausse idée et nous nous excusons d'avoir porté une attention particulière sur cet aspect. Sa richesse et sa densité sont remarquables, qu'il s'agisse des analyses des décisions prises par les protagonistes Wilson et Ludendorff, des jugements nuancés des variations de la presse dans les grands pays, des évaluations des potentiels militaires, des récits des batailles. Car, est-il besoin de dire que le cours des événements militaires influence constamment les prises de position politique et les négociations diplomatiques ? Le lecteur d'un ouvrage aussi substantiel qui regretterait dans une telle collection la sobriété du récit de la réception de la délégation allemande dans le wagon de Rethondes le 8 novembre (p. 237) ou de la signature de l'armistice le 11 à 5 h. 10 se reportera aux illustrations pour satisfaire son goût du panache, qui n'est pas dans la manière de l'honnête homme et du grand historien qui vient de nous donner ce beau livre.

R. DEMOULIN.